



- Communiqué de presse -

N° 21-8

Vitry-sur-Seine, le 13 avril 2021

La CNL s'inquiète de la nouvelle politique du logement dans certaines villes du Val-de-Marne !

La Fédération CNL du Val-de-Marne s'inquiète de la nouvelle politique sur le logement et l'aménagement urbain dans certaines villes du Val-de-Marne et souhaite interpeller les maires à ne pas détruire le tissu urbain construisant la diversité sociale et culturelle et à développer le logement social sur leur commune.

Les élections municipales de 2020 ont modifié les équipes dirigeantes dans certaines villes, apportant aussi une nouvelle vision urbaine et d'aménagement des communes. Si dans certaines, des volontés permettent de développer le logement social, de construire du lien entre les locataires, faire participer toutes et tous dans l'élaboration des projets de demain, dans d'autres villes des dangers pèsent sur le devenir du logement social.

A Choisy-le-Roi, nous constatons que le projet de démolition et de reconstruction du quartier Lugo est remis en cause sans aucune concertation avec les habitants qui se sont battus depuis des mois pour obtenir un projet coconstruit !

A Champigny-sur-Marne, le maire souhaite modifier le Plan Local d'Urbanisme afin d'exonérer les promoteurs privés de construire à minima 30 % de logements sociaux dans les nouveaux projets. Le maire estime qu'avec 40 % de logements sociaux, ce sont aux villes voisines de construire ; Saint-Maur et Nogent ? Elles ne veulent pas de logements sociaux sur leur territoire !

A Valenton, la nouvelle municipalité remet en cause le souhait des locataires de la Lutèce de ne pas voir leurs logements détruits et accompagne la destruction des cités.

A Villeneuve -Saint-Georges, la Fédération CNL du Val-de-Marne s'inquiète des lenteurs du grand projet de restructuration du centre-ville et des nouveaux projets qui sont proposés.

Avec 90 000 demandeurs sur tout le département, le logement social est un amortisseur social important permettant la stabilisation des ménages qui n'ont pas les moyens ni l'envie de devenir propriétaires. La construction de logement social est en forte baisse, l'offre est pauvre et ne permet pas de loger tout le monde. Le parc privé est trop cher même pour des ménages de « classe moyenne ».

Une autre politique est possible pour l'ensemble des habitants ; c'est pour cela que nous revendiquons :

- La construction de logements abordables pour toutes et tous et sur l'ensemble des territoires,
- Le respect des obligations de construction de logements dans les projets urbains,
- La co-construction de la concertation avec les habitants pour les rénovations,
- Faire de l'article 55 de la loi SRU un socle à minima d'une politique ambitieuse dans toutes les villes.

Fédération C.N.L. du Val-de-Marne

Contact presse

CNL 94 01 43 91 11 11 / cnl.94@wanadoo.fr – #cnlvaldemarne

Alain Gaulon, président